

## Points clés

- La Russie ne semble pas en mesure (techniquement et économiquement) de déployer un système de défense contre les missiles hypersoniques. Le cas échéant, seule la capitale serait concernée par un tel dispositif.
- Pour faire face aux conflits futurs, la Russie doit miser en priorité sur le développement d'outils de guerre en réseau, de drones légers de frappe et de reconnaissance, de nouveaux missiles terrestres et d'armes lasers.
- L'inflation et la chute du rouble obligeront Moscou à augmenter ses dépenses pour maintenir à flot l'industrie de défense dans les années à venir, alors même que la situation économique du pays se dégrade. Des efforts supplémentaires en matière de localisation de la production permettraient de contenir cette hausse, mais empêcheraient la modernisation de l'armée.

## Nucléaire et dissuasion

Pour l'expert militaire de *Gazeta.ru* M. Khodarenok, **les capacités de la Russie à concevoir un « bouclier » anti-missiles hypersoniques** (projet annoncé par V. Poutine fin décembre) **ne doivent pas être surestimées**. Le dispositif de défense antimissile et antiaérienne russe actuel est principalement conçu pour lutter contre les missiles balistiques intercontinentaux ; on ignore dans quelle mesure il pourrait être adapté aux missiles hypersoniques. La Russie n'a pas les infrastructures nécessaires pour réaliser des essais d'interception sur ce type de missiles. Enfin, un système de défense anti-missiles hypersoniques pour défendre l'intégralité du territoire russe aurait un coût insoutenable. Son déploiement éventuel ne pourrait concerner que la ville de Moscou (*Gazeta.ru*, 18 décembre 2020).

## Outil militaire : capacités et modernisation

A. Ermakov, du *Russian International Affairs Council*, analyse les **principaux défis des conflits futurs** pour les forces terrestres et l'aviation, au niveau mondial et pour la Russie en particulier. **Moscou doit notamment développer des drones compacts de reconnaissance et de frappe**, qui seront déterminants dans les guerres à venir. **En matière de véhicules terrestres, la priorité sera donnée à l'automatisation et à la protection des équipages**. La Russie a pris l'avantage dans ce domaine : le char russe *Armata* ne sera pas égalé avant 2025. Par ailleurs, l'abandon du traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) devrait se traduire par une course aux armements. **Moscou mettra probablement sur la conception de versions terrestres des missiles *Kalibr* et *Tsirkon* et sur le développement de nouveaux missiles *Iskander***. Le déploiement de missiles air-sol hypersoniques de longue portée (comme le *Kinjal* russe) constituera une innovation décisive. **On peut aussi s'attendre à un développement considérable des armes laser**. Enfin, tous types de forces confondues, un enjeu majeur résidera dans la création d'un réseau unifié permettant l'échange quasi instantané des informations entre toutes les unités de combat. À cet égard, la Russie aurait intérêt à s'inspirer des États-Unis, qui prennent de l'avance notamment avec leur « Internet militaire » (*Russian International Affairs Council*, 24 décembre 2020).

L'expert militaire P. Louzine (sans affiliation connue) estime que l'évolution de l'armée russe, fin 2020, s'inscrit dans la continuité des années précédentes : la mobilité des troupes s'est encore renforcée, comme l'a illustré le déploiement rapide des forces russes dans le Haut-Karabakh en novembre. Cependant, les problèmes structurels persistent : écart entre le nombre de soldats déclarés et réels, défaillances des systèmes de communication et de contrôle, problèmes économiques et techniques des entreprises de défense. **Le principal obstacle à la modernisation de l'armée russe, et qui devrait s'aggraver dans les années à venir, est lié à la baisse des ressources conjuguée à l'inflation et à l'affaiblissement du rouble** par rapport aux principales devises mondiales. De fait, au cours de la prochaine décennie, **pour maintenir à niveau son outil de défense, le Kremlin devra augmenter ses dépenses militaires**, quelle que soit la croissance économique réelle du pays. Deux options permettraient de limiter cette hausse des dépenses : 1) conclure des contrats à long terme (sept ans) pour la production d'armes et d'équipements militaires, afin que les entreprises puissent constituer des stocks et ainsi limiter les effets de l'inflation ; 2) limiter encore davantage les importations (la part des produits russes dans les achats

---

## Points clés

- Les manifestations en Russie à l'initiative d'A. Navalny visent moins à soutenir l'opposant qu'à dénoncer le régime. Le rapport de forces actuel est en faveur du Kremlin, mais pourrait s'inverser en cas de prolongation du mouvement.
  - Un sauvetage *in extremis* du traité « Ciel ouvert » n'est pas exclu, mais semble peu probable. Du reste, certains experts considèrent que les informations obtenues par satellites diminuent l'intérêt des survols.
  - La crise intérieure traversée par les Etats-Unis devrait conduire à une baisse de l'influence américaine à l'international. Moscou doit se saisir de cette opportunité pour renforcer sa coopération avec Pékin et pour se décentrer de Washington.
  - La présidence Biden pourrait resserrer le bloc transatlantique contre Moscou, mais le départ de D. Trump permet aussi d'envisager un dialogue bilatéral plus constructif.
- 

du gouvernement et des entreprises est passée de 13,3 % en 2019 à 24,2 % en 2020). Ces deux approches permettraient certes de maintenir la production existante, mais pas de moderniser les armements russes (*Riddle*, 6 janvier 2021).

Selon l'expert de l'agence de conseil *AviaPort O. Panteliev*, **les nouvelles sanctions américaines devraient peu affecter l'industrie aéronautique militaire russe**, qui n'utilise pas de composants américains. Moscou doit cependant y répondre en accentuant ses efforts de localisation de la production, y compris dans la sphère civile (*Nezavisimaja Gazeta*, 22 décembre 2020)

## Élites / *siloviki*

A. Baounov, du Centre Carnegie de Moscou, estime que pour l'essentiel, **les manifestants du 23 janvier n'ont pas défilé pour A. Navalny** (qu'ils n'envisagent pas comme un président potentiel), **mais contre le pouvoir** « usurpateur » qui bafoue l'État de droit. Les protestataires ne sont pas non plus venus pour défendre des valeurs libérales ou prooccidentales. Cependant, le soutien occidental (en particulier américain) à A. Navalny peut être instrumentalisé par le Kremlin pour délégitimer son adversaire. Le rapport de forces est pour l'heure nettement favorable au Kremlin, mais il est probable que les manifestations s'installent dans la durée, comme à Minsk et à Vladivostok, et finissent par fragiliser le pouvoir (*Centre Carnegie de Moscou*, 25 janvier 2021).

## Russie /Occident

Selon D. Stefanovitch, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), le retrait russe du traité « Ciel ouvert » se justifie par le fait que les pays européens ne se soient pas engagés à ne pas transmettre d'informations aux États-Unis et à accepter le survol des infrastructures américaines en Europe par les avions russes. Moscou peut toujours revenir sur sa décision, mais l'espoir de sauver l'accord s'amenuise. **Le scénario le plus probable reste la fin du traité « Ciel ouvert », ou sa survie uniquement « sur le papier », sans mise en œuvre** (à l'instar du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe). Pour A. Baklitski, du MGIMO, Moscou restera dans le traité si les Européens s'engagent finalement à accepter les conditions russes dans les six mois (durée du processus de sortie). En outre, Moscou s'y maintiendra en cas de retour de Washington, mais cela semble peu probable. Par ailleurs, **une incertitude pèse sur le maintien ou non du Bélarus dans l'accord. Le pays ne dispose pas d'appareils capables d'effectuer ces missions, mais la Russie pourrait lui en fournir.** La transmission potentielle à Moscou des informations recueillies par Minsk serait alors une préoccupation pour les Européens (*RBK*, 15 janvier 2021 ; *Kommersant*, 16 janvier 2021).

V. Evstafiev, membre du Conseil d'experts de la Commission militaro-industrielle, estime que **les conséquences de l'abandon du traité « Ciel ouvert » seront limitées pour la Russie en matière de renseignement.** Les technologies dont elle dispose, notamment satellitaires, lui permettent désormais d'obtenir des données plus précises que les survols (*Aktouahye Kommentarii*, 15 janvier 2021).

Pour T. Bordatchev (Club Valdai, Haut collège d'économie), la crise politique post-électorale aux États-Unis est révélatrice de fractures profondes et structurelles et pourrait préfigurer un effondrement à plus long terme de l'État américain. La diminution de l'influence de Washington sur la scène internationale, déjà manifeste ces dernières années, devrait encore s'accroître. Dès lors, **la Russie et la Chine doivent se préparer à un « monde sans les États-Unis »**, c'est-à-dire où le facteur américain ne serait plus déterminant. En particulier, la coopération sino-russe devrait être renforcée sans tenir compte des objections américaines. Dans un diagnostic plus mesuré, D. Trénine, du Centre Carnegie de Moscou, évoque une « perte d'autorité » internationale de Washington, qui sera sans doute moins enclin à l'ingérence, mais conservera toutefois son hégémonie. **Moscou doit à la fois cesser de se focaliser sur les États-Unis, et tâcher de renouer le dialogue bilatéral sur les sujets où des compromis sont possibles** : stabilité stratégique, environnement, coopération sanitaire (*Vzglyad*, 7 janvier 2020, *Centre Carnegie de Moscou*, 11 janvier 2021).

---

## Points clés

- Dans un contexte d'affaiblissement des manifestations, A. Loukachenka semble renoncer à son engagement de réforme constitutionnelle. Ce revirement irrite probablement Moscou, qui comptait sur cette réforme pour lui trouver un successeur plus acceptable.
  - Moscou renforce ses capacités militaires en Crimée dans la perspective d'une éventuelle intervention ukrainienne par voie terrestre.
  - Chisinau semble déterminé à renforcer ses liens avec Kiev, notamment en matière d'énergie et de transport, pour affaiblir Tiraspol et renforcer son indépendance vis-à-vis de Moscou. Cependant, la concrétisation de ces projets dépendra de la stabilisation politique du pays.
- 

A. Baounov estime que la relation russo-américaine sous la présidence Biden devrait être marquée par une double tendance : d'une part, J. Biden utilisera probablement la « menace russe » pour souder les élites américaines et resserrer les liens avec ses partenaires européens ; d'autre part, **le départ de D. Trump favorisera la reprise d'un dialogue moins « toxique » et plus constructif entre les deux pays** (*Centre Carnegie de Moscou*, 12 janvier 2021).

## Bélarus

Selon A. Khodassevitch de *Nezavisimaïa Gazeta*, **l'affaiblissement de la contestation post-électorale au Bélarus, du fait de la répression et du rebond épidémique, dispense A. Loukachenka d'honorer ses promesses de réforme constitutionnelle**. Ainsi, le président a annoncé que l'ordre du jour de la prochaine « Assemblée populaire » porterait sur le développement socio-économique du pays, excluant *de facto* toute discussion politique. Dès lors, **le projet de Moscou consistant à s'appuyer sur la réforme constitutionnelle pour promouvoir des partis prorusses et un successeur plus acceptable risque d'être compromis**. Les tensions entre les deux pays devraient augmenter. En outre, le mécontentement de la population ne s'est pas atténué, et une reprise des manifestations n'est pas à exclure (*Nezavisimaïa Gazeta*, 28 décembre 2020).

## Ukraine

Pour l'expert militaire de *Nezavisimaïa Gazeta* S. Ichtchenko, **l'intensification des activités militaires ukrainiennes en mer Noire incite Moscou à renforcer substantiellement ses capacités militaires en Crimée**. L'état-major russe semble préparer le déploiement d'une division d'infanterie motorisée, voire d'une armée dans l'anticipation d'une agression terrestre ukrainienne *via* l'isthme de Perekop. En cas d'aggravation des tensions, **le déploiement sur la péninsule d'une brigade de missiles équipée d'Iskander n'est pas à exclure** (*Svobodnaïa Pressa*, 18 décembre 2020).

## Moldavie

A. Filipenko, de l'Institut national des études stratégiques (Kiev), souligne le caractère symbolique de la visite de M. Sandu à Kiev (le 12 janvier) : il s'agit de la première visite à l'étranger de la nouvelle présidente moldave. Les deux pays ont réaffirmé leur volonté de restaurer leur intégrité territoriale. **La fourniture potentielle d'électricité ukrainienne à la Moldavie, discutée lors de cette réunion, s'inscrit dans cette logique : elle fragiliserait le régime séparatiste transnistrien**, dont l'électricité constitue le principal produit d'« exportation ». La construction d'une autoroute Kiev-Chisinau (contournant la Transnistrie) pourrait aussi favoriser les échanges directs ukraïno-moldaves. Cependant, ces initiatives ne pourront être mises en œuvre tant que le gouvernement moldave ne sera pas stabilisé (*Zerkalo Nedeli*, 13 janvier 2020).

Selon le politologue A. Zolotariov (Kiev), **le rapprochement actuel entre la Moldavie et l'Ukraine est essentiellement dicté par des raisons politiques**. Premièrement, les deux présidents ont intérêt à mener une lutte commune contre l'oligarchie, dont font partie leurs opposants principaux respectifs : P. Porochenko pour V. Zelensky, et V. Plahotniuc pour M. Sandu. Ensuite, ils ont un intérêt commun à régler le dossier transnistrien ; **Chisinau estime que Kiev pourrait contribuer à l'isolement économique et militaire de Tiraspol**. Enfin, V. Zelensky incitera probablement le gouvernement moldave à participer au sommet « plateforme de Crimée », qui est prévu pour le printemps 2021 (*Vzgliad*, 12 janvier 2021).

Le journaliste N. Sirbu (*Novosti Pridnestrovia*, Tiraspol) estime que la posture du nouveau gouvernement moldave et de la nouvelle présidente M. Sandu, qui refusent de traiter avec Tiraspol et appellent à un durcissement de la politique à son égard, mènent le règlement du conflit dans une impasse. Les élites et la population moldaves continuent de nourrir des sentiments hostiles à l'égard des habitants de Transnistrie. Dans ce contexte, **il conviendrait, selon le journaliste, de renforcer la mission russe de maintien de la paix** (*Nezavisimaïa Gazeta*, 28 décembre 2020).

---

## Points clés

- Pour certains experts, le développement des voies de transport en Arménie et en Azerbaïdjan serait un premier pas vers le règlement du conflit, en créant des interdépendances économiques qui profiteraient aux pays belligérants.

- Si Moscou semble instaurer une médiation efficace, plusieurs problèmes cruciaux doivent être résolus, en particulier le statut du Haut-Karabagh et la nature du mandat des forces russes de maintien de la paix.

- Le format des futures négociations reste à définir : pour certains, le groupe de Minsk n'est plus pertinent, tandis que le format trilatéral Russie-Arménie-Azerbaïdjan devrait se maintenir. D'autres envisagent des groupes plus larges, incluant aussi Téhéran, Ankara et Tbilissi.

- La Russie souhaite rester un acteur de poids au Moyen-Orient, tout en y réduisant son implication militaire. La reconstruction de la Syrie est sa priorité régionale. Elle espère pouvoir coopérer à cette fin avec les pays du Golfe.

---

## Caucase du Sud

Pour les experts du Caucase S. Tarassov (*Regnum*) et N. Gassymov (sans affiliation connue), la réunion du 11 janvier entre V. Poutine, I. Aliev et N. Pachinian à Moscou, portait essentiellement sur les questions économiques, mais pourrait avoir des répercussions plus larges sur le règlement du conflit. **Le désenclavement potentiel de la région**, notamment *via* le rétablissement des axes de communication entre la Russie et l'Arménie d'une part, et l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan d'autre part, **devrait permettre de diminuer la conflictualité en générant des bénéfices et des interdépendances économiques**. Cela faciliterait, en particulier, l'acceptation de l'accord de paix par l'Arménie. Par ailleurs, ces négociations n'étaient qu'un prélude au « jeu diplomatique » complexe qui devrait se poursuivre sous le même format. De fait, **il est probable que ce format trilatéral supplante le groupe de Minsk. La Russie a su imposer son autorité dans le règlement du conflit** : ni l'Arménie ni l'Azerbaïdjan ne souhaitent prendre le risque d'une confrontation avec elle, et Ankara semble désormais disposé à coopérer avec Erevan (*RIA Novosti*, 13 janvier 2021).

S. Strokan, de *Kommersant*, souligne qu'**à la suite des négociations, de nombreux problèmes restent en suspens, en particulier le statut du Haut-Karabagh**. Pour Bakou, ce sujet est clos, alors que Erevan compte encore sur des négociations internationales où la population locale pourrait faire valoir son droit à l'autodétermination. **Les désaccords persistent également sur les forces russes de maintien de la paix**, auxquelles Bakou reproche déjà d'outrepasser leur mandat, notamment par des actions humanitaires et l'accueil d'une délégation française. Enfin, le peu d'empressement de Bakou à restituer les prisonniers et les corps des militaires arméniens rendra difficile l'obtention d'un accord sur le rétablissement des voies de communication intrarégionales (*Kommersant*, 11 janvier 2020).

S. Markedonov, du MGIMO, estime que pour obtenir une paix durable et prévenir tout risque d'ingérence américaine, **la Russie doit s'appuyer sur l'Iran, la Turquie et ses partenaires du groupe de Minsk**. En outre, **elle doit veiller à ménager les intérêts des deux pays**, en particulier ceux de l'Arménie ; N. Pachinian est dans une situation critique, et ne peut se permettre la moindre concession territoriale (*Club Valdai*, 13 janvier 2021).

Pour *Vzgliad*, **la proposition turque d'un format de négociations à six (Ankara, Moscou, Téhéran, Bakou, Erevan, Tbilissi) pour le Haut-Karabagh pourrait intéresser Moscou et Téhéran** dans la mesure où cela permettrait de limiter le rôle des acteurs occidentaux dans la résolution du conflit. Cependant, il serait difficile de convaincre Erevan et Tbilissi d'y adhérer : le premier n'accepte pas le nouveau *statu quo*, le deuxième serait réticent à rejoindre un groupe où il n'aurait pas d'allié véritable et ne pourrait pas s'appuyer sur les Occidentaux. Pour sa part, V. Avatkov, de l'IMEMO, estime qu'**un tel format consacrerait le rôle majeur de la Turquie dans le Caucase**, ce à quoi ni la Russie, ni l'Iran ne sont favorables (*Izvestia*, 12 décembre 2020, *Vzgliad*, 11 décembre 2020).

Selon la journaliste de *Rosbalt* I. Ljorbenadze, la récente visite à Moscou du dirigeant d'opposition arménien E. Maroukian a certainement été organisée en accord avec le premier ministre Pachinian, dont les rapports avec le Kremlin sont brouillés. Selon toute vraisemblance, **E. Maroukian compte succéder à N. Pachinian et souhaite montrer sa loyauté à Moscou**. Ses déclarations en faveur d'une coopération militaire bilatérale renforcée et de l'ouverture d'une nouvelle base russe dans la région de Siounik rompent avec ses précédentes positions antirusses et pro-occidentales. Néanmoins, **la Russie n'a pas besoin d'une deuxième base en Arménie, qui serait inutile sur le plan militaire et nuirait à ses relations avec la Turquie** (*Rosbalt*, 28 décembre 2020).

## Moyen-Orient

Pour le directeur général du Russian International Affairs Council (RIAC) A. Kortounov et l'orientaliste A. Khlebnikov, **la priorité actuelle de Moscou en Syrie est d'assurer la reconstruction du pays**. À cette fin, dans un contexte où une



---

## Points clés

- La vente par Rosatom de centrales nucléaires à l'Égypte, à l'Arabie saoudite et à l'Iran n'irait pas sans risques financiers et sécuritaires, mais permettrait à Moscou de consolider durablement son influence au Moyen-Orient.
- Les experts restent confiants dans la mise en service du Nord Stream 2 dès la fin de cette année. Si toutefois les pressions américaines obligent à reporter son lancement, les exportations gazières russes continueront de transiter par l'Ukraine, et l'impact pour Gazprom restera limité.

coopération avec l'Union européenne apparaît difficilement envisageable, **Moscou semble vouloir s'appuyer sur les pays du Golfe**, notamment l'Arabie saoudite. Outre la Syrie, la politique russe au Moyen-Orient devrait poursuivre deux objectifs principaux dans les années à venir : 1) créer un mécanisme efficace pour aider les pouvoirs régionaux dans la résolution des conflits (Libye, Yémen), et valoriser ainsi ses capacités de médiateur ; 2) pérenniser son influence politique et économique dans la région tout en réduisant au maximum son implication militaire (*Russian International Affairs Council*, 30 décembre 2020).

Pour P. Kortounov, coordinateur de programmes au RIAC, **une implantation de Rosatom au Moyen-Orient pourrait jouer un rôle significatif pour le maintien de l'influence régionale russe**, car les projets de centrales nucléaires génèrent des interdépendances économiques et techniques durables. L'Égypte serait un client particulièrement intéressant, compte tenu de son poids politique et militaire. Cependant, l'instabilité intérieure et le risque de conflits extérieurs (Éthiopie), ainsi que la fragilité économique du pays, pourraient compromettre le projet et son financement. Moscou pourrait également construire une centrale en Arabie saoudite, dont les capacités de paiement sont plus sûres. Il faudrait toutefois s'assurer que le royaume ne détourne pas le programme à des fins militaires. Enfin, la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en Iran serait aussi porteuse de risques en matière de prolifération, mais renforcerait le rôle de *power broker* régional de la Russie (*Russian International Affairs Council*, 29 décembre 2020).

---

## Energie

Pour N. Miltchakova, de la société de courtage *Alpari*, une interruption totale de la construction du Nord-Stream 2 sous la pression de la nouvelle administration américaine semble exclue. Selon le scénario le plus pessimiste, le gazoduc serait achevé en 2021, resterait inexploité pendant plusieurs années. Les conséquences ne seraient néanmoins pas critiques pour Gazprom, qui continuerait d'acheminer son gaz *via* l'Ukraine, jusqu'en 2025 comme le contrat le permet. **Il est cependant plus vraisemblable que Berlin refuse de céder aux injonctions de Washington et que le gazoduc entre en service dès la fin de cette année.** Commentant les sanctions adoptées le 19 janvier par les États-Unis et visant le navire de pose de tuyaux *Fortuna*, *Izvestia* considère qu'elles n'auront que des conséquences mineures sur l'allongement des délais, tant que l'autre navire de pose, *Akademik Tcherski*, reste épargné (*Izvestia*, 22 janvier 2021).

---

\*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.